

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières C.C.A.P**

### **MARCHE PUBLIC**

Référence à l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du CCAG-FCS

**Marché n° 26 TSP 001 M**

PRESTATIONS DE RELATIONS PRESSE NATIONALES

POUR TELECOM SUDPARIS

#### **Objet de ce document**

Ce document décrit les règles administratives particulières du marché. Il complète, précise ou déroge au CCAG FCS

## Sommaire en détail

1. PRESENTATION ET IDENTIFICATION DE L'ORGANISME ACHETEUR .....	3
2. OBJET ET FORME DU MARCHÉ .....	3
3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....	3
4. DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION .....	4
5. MARCHES COMPLEMENTAIRES – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES .....	5
6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	5
7. VERIFICATIONS ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS .....	6
8. OBLIGATION DU TITULAIRE.....	7
9. CONDITIONS FINANCIERES .....	7
10. CONDITIONS DE REGLEMENT DES COMPTES .....	7
11– PENALITES.....	9
12. RESILIATION / LITIGE / ELECTION DE DOMICILE.....	10
13. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE .....	10
14. ASSURANCE.....	11
15. LISTE DES PIECES A FOURNIR.....	11
16. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	11
17. DEROGATION .....	13

## 1. PRESENTATION ET IDENTIFICATION DE L'ORGANISME ACHETEUR

---

### 1.1 Identification de l'acheteur

Télécom SudParis, école interne de l'Institut Mines-Télécom, Établissement public à caractère Scientifique, culturel et professionnel créé par le décret n° 2016-1527 du 14 novembre 2016 modifiant le décret n° 2012-279 du 28 février 2012 représentée par le signataire du présent marché Monsieur François DELLACHERIE, Directeur de Télécom SudParis, sis 9 rue Charles Fourier 91000 Evry-Courcouronnes.

## 2. OBJET ET FORME DU MARCHÉ

---

### 2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet les prestations de relations presse nationales pour Télécom SudParis afin d'accroître sa visibilité.

Les prestations du présent marché seront exécutées en lien avec la Direction de la Communication représentée par Sandrine Bourguier [sandrine.bourguier@telecom-sudparis.eu](mailto:sandrine.bourguier@telecom-sudparis.eu) ;  
Téléphone : +33 1 60 76 43 18

### 2.2 Forme et mode de passation du marché

Le présent marché comprend une partie à prix global et forfaitaire pour les prestations de relations presse prévu dans la décomposition du prix global et forfaitaire et une partie à bons de commande pour des prestations complémentaires, dans les conditions fixées aux articles R.21692-13 et R.2162-14 sans minimum avec un maximum de 5.000,00€ HT (cinq mille euros hors taxes) annuel.

La présente consultation vise l'attribution d'un marché de fournitures et service passé en procédure d'appel d'offres ouvert ; Référence CCP : R.2161.2 à R. 2161.5 du CCP.

### 2.3 - Décomposition en lots

Le marché n'est pas alloti. Conformément à l'article R.2113-3 et L.2113-11 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloti au motif que l'ensemble des services concernés est considéré comme homogène parce qu'il constitue une unité fonctionnelle au sens de l'article R. 2121-6 du Code de la commande publique.

## 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

---

Les pièces constitutives du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seule foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

### 3.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et son annexe Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CTP)
- Le mémoire technique du titulaire justificatif des dispositions et des moyens prévus pour la bonne exécution des prestations.

### 3.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Fournitures et services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des Clauses Générales applicables aux marchés publics Fournitures Courantes et Services.
- L'ensemble des textes normatifs à caractère législatifs, réglementaires et techniques non joints au présent marché mais réputés connus du titulaire.

Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus.

Toute clause portée dans un document du titulaire (documentation, tarifs, etc...) contraire aux documents contractuels est réputée non écrite. Les conditions de vente du prestataire seront concernées par cette disposition.

**Le CCAG-FCS bien que non joint est réputé connu du titulaire du marché. Il est accessible sur le site [legifrance.fr](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341). Le Titulaire est réputé en avoir eu connaissance.**  
**<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>**

## 4. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

---

### 4.1 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée d'1 (un) an à compter de sa date de notification.

### 4.2 Reconduction du marché

Il pourra se renouveler (3) trois fois par période de (1) un an, sauf décision contraire de l'acheteur au minimum un (1) mois avant chaque date anniversaire du marché (date de notification), sans que sa durée totale n'excède quarante-huit (48) mois au total.

Le titulaire ne peut refuser sa reconduction. La non reconduction par l'acheteur n'ouvre droit à aucune indemnité du titulaire.

#### 4.2 Délai d'exécution des prestations :

La date de notification vaut démarrage des prestations. Les prestations sont réalisées tout au long de l'année.

Date prévisionnelle de notification (démarrage des prestations) : janvier 2026

### 5. MARCHES COMPLEMENTAIRES – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

#### 5.1 Marchés complémentaires :

L'acheteur se réserve la possibilité, à la suite d'une circonstance imprévue, de recourir à la procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour la passation de Marchés complémentaires portant sur la réalisation de prestations ne figurant pas dans le Marché initial mais rendues nécessaires pour l'exécution du service selon la description faite dans le Marché initial. Le montant cumulé des marchés complémentaires ne pourra dépasser 50% du montant du marché initial.

#### 5.2 Prestations supplémentaires

Des prestations supplémentaires pour lesquels le marché ne prévoit pas de prix peuvent être introduites en cours de marché, à la demande de l'acheteur.

Le présent marché pourra comporter des prestations qui ne figurent pas dans les prestations de référence définies, au cas où ces prestations seraient nécessaires au bon fonctionnement de l'acheteur et compte tenu des évolutions du périmètre de ses actions, ou du fait de la spécificité du besoin exprimé à l'exécution du service :

a) Lorsque ces prestations complémentaires ne peuvent être techniquement ou économiquement séparées du marché principal sans inconvénient majeur pour l'acheteur

b) Lorsque ces prestations complémentaires, quoiqu'elles soient séparables de l'exécution du marché initial, sont strictement nécessaires à son parfait achèvement.

Ces nouveaux prix, proposés par le Titulaire et après acceptation de l'acheteur, peuvent faire l'objet d'un avenant.

### 6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

---

#### 6.1 Généralités :

La mission consiste à accompagner TSP mensuellement dans ses relations presse pour soutenir son actualité et sa communication.

Le détail des prestations demandées est indiqué au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) relatif à des prestations de relations presse nationales pour Télécom SudParis objet du présent marché.

## 6.2 Lieux de réalisations des prestations

D'une manière générale, toutes les prestations sont réalisées par le titulaire en distanciel.  
Les besoins sont émis majoritairement par Télécom SudParis, Direction de la communication sis, 9 rue Charles Fourier 91000 Evry-Courcouronnes.

## 6.3 Modalités pour les prestations forfaitaires

Les prestations s'exécutent conformément au cahier des charges techniques particulière et selon les moyens mis en œuvre décrits dans le mémoire du titulaire.

## 6.4 – Modalités pour les prestations supplémentaires (à bons de commande)

Les prestations supplémentaires sont déclenchées par l'émission, préalable à leur exécution, d'un bon de commande, selon les besoins de l'acheteur en référence au prix de base indiquée dans le BPU ou au devis pour des prestations exceptionnelles non indiquées au BPU.

Cependant, le montant cumulé des bons de commande ne peut pas dépasser le maximum prévu à l'article 2.2 du présent CCAP (cahier des clauses administratives particulières).

Ce dernier, comporte obligatoirement les indications suivantes :

- La référence du marché
- La désignation des prestations
- La date d'exécution
- Le lieu d'exécution
- Les délais le cas échéant,
- Les prix unitaires HT (DPGF ; BPU ou devis)
- Le montant total HT
- Le montant total TTC
- La date d'envoi

Les bons de commande sont émis et exécutés durant la validité du marché.

Le délai d'exécution de l'ensemble des prestations à bons de commande démarre à compter de la date de réception du bon de commande ou à la date indiquée sur celui-ci.

## 7. VERIFICATIONS ET ADMISSIONS DES PRESTATIONS

---

Les dispositions des articles 27 à 30 du C.C.A.G/FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 relatives à la surveillance et à la constatation de l'exécution des prestations sont applicables.

La réception définitive interviendra dès que la prestation complète aura été assurée et que les performances et services décrits dans ce cahier des charges seront respectés.

En cas de non-respect, des pénalités sont applicables.

## 8. OBLIGATION DU TITULAIRE

---

### 8.1 Relations entre les parties

Le Titulaire désigne nommément, au sein de son personnel, une personne chargée des relations avec la direction de la communication de Télécom SudParis. En outre, il fournit ses coordonnées directes : adresse mail, numéro de téléphone fixe et cellulaire.

Les équipes de la Direction de la communication dirigée par la directrice de la communication, sont chargées de la relation avec le titulaire du marché.

## 9. CONDITIONS FINANCIERES

---

### 9.1 Contenu du prix

Le prix annuel est établi sur la base d'une décomposition du prix global et forfaitaire « DPGF » pour la partie récurrente. Pour la partie à bon de commande, il est établi sur la base du bordereau des prix unitaire « BPU » ou sur devis.

### 9.2 Révision des prix

Les prix sont fermes la première année à compter de la date de notification du marché.  
Les prix pourront être actualisés annuellement à la demande écrite du titulaire à compter de la date anniversaire (date de notification).

L'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité le marché à la date de changement de tarif lorsque le changement conduit à une augmentation supérieure à 2% par an.

Le titulaire devra informer par courriel et/ou par courrier, Télécom SudParis, direction de la communication, en lui proposant son nouveau prix, dans un délai minimum d'un (1) mois avant la date d'entrée en vigueur.

En cas de transmission au-delà de la date anniversaire, le prix de l'année N-1 continuera de s'appliquer.

La révision ne donne pas lieu à la conclusion d'un avenant.

## 10. CONDITIONS DE REGLEMENT DES COMPTES

---

### 10.1 – Présentation des factures

Télécom SudParis accepte la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché.

A l'issue de la réception et l'admission des prestations par Télécom SudParis, le titulaire présente une facture mensuelle établie sur la base du prix global et forfaitaire annuel / 12.

Pour la partie prestation sur bon de commande, le titulaire présente une facture à réception de celui-ci.

Chaque facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché ou le numéro du bon de commande émis en référence au marché *réf.26TSP001M*
- l'objet du marché
- le détail des prestations réalisées
- le nom et l'adresse du titulaire
- le numéro du compte bancaire à créditer
- la période de réalisation des prestations
- le prix forfaitaire mensuel H.T.
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant total T.T.C.
- la date d'établissement de la facture

L'acheteur se réserve le droit de retourner au titulaire toute facture ne comportant pas ces mentions. En cas de pièces ou d'informations manquantes, le délai de paiement est suspendu jusqu'à la date d'obtention des justificatifs ou informations qui lui ont été réclamés.

Il est rappelé que le titulaire devra apporter une attention particulière aux modalités de transmission des factures.

#### 10.2. Transmission des factures sur Chorus Pro :

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse suivante :

<https://portail.dgfip.finances.gouv.fr>

Le titulaire renseignera le Siret de Télécom SudParis : **180 092 025 000 55**

Le code service à utiliser est le suivant : **TSP\_FACTURES\_SERVICE\_FINANCIER**

Les éléments suivants sont nécessaires :

#### N° d'engagement juridique

Il s'agit du n° figurant sur votre bon de commande. Sa structure doit respecter

Impérativement le formalisme suivant : **EJ/D/Millésime/le N° de la commande**



Toutes les factures doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.

Les factures transmises par un autre moyen ne seront pas payées.



### 10.3 Service chargé de paiement

Le service chargé du paiement est :

Agence Comptable de l'Institut Mines-Télécom  
19 Place Marguerite Perey  
91120 PALAISEAU

### 10.4 Délais de paiement

Article R2192-10 CCP

Télécom SudParis règle les sommes dues par virement administratif sous 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement.

### 10.5 Intérêts moratoires

Article L2192-13 CCP

Le dépassement du délai de paiement de 30 jours, donne droit au Titulaire au paiement d'intérêts moratoires.

### 10.6 Avances

Conformément à l'article R.2191-7 et R.2191-8 du code de la commande publique.

## 11– PENALITES

---

### 11.1 Dérogations relatives aux pénalités

En cas de manquement dans l'exécution du marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, une pénalité forfaitaire dont le montant est défini ci-après HT.

### 11.2 Pénalités pour non-exécution

En cas de non-exécution des prestations, sauf cas de force majeure, outre le non-paiement, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 10% de la valeur du marché.

### 11.3 Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité

En cas de manquement aux obligations de confidentialité, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 10% de la valeur du marché.

## 12. RESILIATION / LITIGE / ELECTION DE DOMICILE

---

### 12.1 – Résiliation

Le marché peut être résilié conformément aux dispositions du chapitre VII du C.C.A.G./F.C.S. visé à l'article 2.2 du présent C.C.A.P.

Toutefois Télécom SudParis se réserve également la possibilité de résilier le marché, sans versement d'indemnité, si le titulaire du marché s'avère dans l'impossibilité de fournir tout ou partie des prestations énumérées au C.C.T.P.

Télécom SudParis pourra, après mise en demeure, résilier le marché, sans versement d'indemnité.

### 12.2 – Litige

Le présent marché est soumis à la loi française.

TSP et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de litiges, le tribunal administratif compétent sera celui du lieu du siège de l'acheteur.

## 13. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

---

Le titulaire ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation de TSP, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du marché.

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire et s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché. Il en est de même du contenu des fichiers, informations et documents des utilisateurs mis à la disposition du titulaire à l'occasion du présent marché. Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont le titulaire et ses salariés ou sous-traitants auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le titulaire s'engage à considérer comme confidentiels toutes les connaissances techniques et le savoir-faire qui lui ont été ou qui lui seront fournis par TSP. Le contenu du marché est également considéré comme confidentiel, ainsi que les échanges de courriers et d'informations entre les parties. Le titulaire s'engage à informer ses salariés, par tous moyens à sa convenance, sur cette obligation de confidentialité.

En cas de manquement à l'obligation de confidentialité, c'est-à-dire relative à la discrétion, à la sécurité et au secret, le titulaire s'expose à la résiliation aux torts du titulaire prévu à l'article 8 du CCAP.

TSP s'engage à respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le titulaire, et que celui-ci aurait signalés comme tel dans le cadre de l'exécution du présent marché, et à faire prendre le même engagement à son personnel intervenant dans ce cadre.

## 14. ASSURANCE

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

## 15. LISTE DES PIECES A FOURNIR

Le titulaire s'engage à fournir à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution les pièces suivantes :

- Attestation d'assurance
- Attestations sociales et fiscales



Les pièces mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la Plateforme en ligne :

<https://declarants.e-attestations.com>

L'acheteur peut résilier le marché si le Titulaire ne dépose pas les Documents demandés. Cette résiliation interviendra après une mise en demeure Restée infructueuse.

## 16. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

### Obligations générales :

A compter du 25 mai 2018, les données personnelles collectées par le titulaire d'un marché ou d'un accord-cadre, ainsi que par ses éventuels sous-traitants doivent être traitées conformément au Règlement général sur la protection des données (Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et Du Conseil du 27 avril 2016).

Dans ce cadre, le titulaire, qui agit en tant que sous-traitant au sens du Règlement Général sur la Protection des Données pour le compte de l'acheteur responsable du traitement, s'engage à :

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- Collecter et traiter les données personnelles uniquement dans la finalité poursuivie par l'exécution de l'accord-cadre, ou en exécution d'une obligation légale, ou avec l'accord explicite de l'acheteur ;

- Collecter et traiter les données conformément aux instructions données par l'acheteur et informer ce dernier de toute instruction qui conduirait à une violation du règlement européen pour la protection des données ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en application du présent contrat s'engagent à respecter la confidentialité des données et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un en application de l'article 37 du Règlement Général sur la Protection des Données.

L'acheteur s'engage à fournir au titulaire les données objet du traitement et à communiquer par écrit au sous-traitant les instructions concernant le traitement des données.

#### Sous-traitance :

Le titulaire peut, avec l'accord préalable de l'acheteur, faire appel à un autre sous-traitant pour mener les activités de traitement spécifique. Dans un tel cas, il informe préalablement par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. L'information transmise à l'acheteur indique précisément les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que les dates du contrat de sous-traitance. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties techniques et organisationnelles suffisantes permettant d'assurer le traitement des données conformément au présent article.

Le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations prévues au présent article. Le titulaire demeure toutefois pleinement responsable des obligations relatives au traitement des données réalisées par le sous-traitant devant l'acheteur.

#### Droit d'information des personnes concernées :

Le titulaire fournit aux personnes concernées, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisées, suivant la formulation et le format convenu avec l'acheteur.

#### Exercice des droits des personnes :

Le titulaire s'efforce de fournir, à l'acheteur, l'aide nécessaire pour lui permettre de remplir son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (accès, rectification, effacement, opposition, limitation du traitement, portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée).

Le titulaire répond, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le Règlement Général sur la Protection des Données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent article.

#### Notification des violations de données à caractère personnel :

Le titulaire notifie, dès qu'il en a connaissance, à l'acheteur, toute violation de données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur de notifier si nécessaire cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

#### Assistance du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur à hauteur de ses obligations :

Le titulaire fournit à l'acheteur l'assistance nécessaire pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle. Le titulaire met à disposition de l'acheteur la documentation nécessaire à la démonstration du respect de toutes ses obligations, et permettre la réalisation d'audits, inspections, par l'acheteur ou par un tiers mandaté.

#### Mesures de sécurité :

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, en ce compris la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, les moyens permettant de respecter la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et services de traitement, les moyens permettant de garantir la disponibilité des données à caractère personnel et une procédure visant à tester, analyser et évaluer l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### Registre des catégories d'activités de traitement :

Le titulaire déclare tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement réalisées pour le compte de l'acheteur conformément au Règlement général sur la protection des données.

#### Sort des données :

Au terme de la prestation de traitement des données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi des données doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction. Toutefois, l'acheteur pourra s'il le souhaite, demander au titulaire de procéder à la destruction des données ou de les renvoyer à la personne désignée par l'acheteur.

### 17. DEROGATION

Article du CCAG-FCS auquel il est dérogé	Article du présent CCAP qui déroge au CCAG-FCS
Article 14	7.1 - Pénalités

Lu et Accepté

Signature